

ITA

BÜLTEN BULLETIN

INFO-TÜRK AJANSI
AGENCE INFO-TÜRK
INFO-TÜRK AGENCY

La reproduction de nos articles
est autorisée avec la mention
de la référence INFO-TÜRK ou ITA

PERIODIQUE MENSUEL
Gén. 56 - Français 19
2ème année - mai 1978
Prix: 10 FB
Abonnement annuel
Belgique: 100 FB
Etranger: 200 FB

MALGRE LE MAINTIEN DE L'EMBARGO DES ETATS-UNIS ECEVIT NE PENSE PAS QUITTER L'OTAN!

ANKARA (ITA) - Malgré le vote de la commission des affaires étrangères du Sénat des Etats-Unis, qui s'est prononcée par huit voix contre quatre pour le maintien de l'embargo des ventes d'armes à la Turquie, M. Dülent Ecevit, premier ministre turc, lors de ses voyages aux pays européens a déclaré à ce propos: "En dépit de tout nous ne pensons pas quitter l'OTAN". Néanmoins, il a ajouté que le gouvernement d'Ankara étudiait une nouvelle doctrine de défense "qui serait compatible avec notre appartenance à l'OTAN et avec les possibilités de notre économie."

Au cours de son voyage à la République fédérale allemande, M. Ecevit s'est défendu contre les attaques dont son gouvernement est l'objet depuis qu'il cherche à établir des relations de bon voisinage avec l'URSS. Le premier ministre turc a fait notamment remarque que tous les autres membres de l'OTAN s'étaient déjà engagés depuis longtemps sur cette voie.

Pour sa part, le chancelier Helmut Schmidt ne cache pas qu'il souhaite la levée de l'embargo américain sur les livraisons d'armes à la Turquie.

D'autre part, M. Ecevit a obtenu du Chancelier Schmidt une aide financière plus généreuse qu'on ne le prévoyait. Le chef du gouvernement d'Ankara s'est vu promettre, sous réserve de l'approbation du Bundestag, une assistance immédiate de 100 millions de deutschemarks.

Selon le Monde (14-15 mai 1978), les dirigeants de Bonn n'avaient guère caché, au cours de ces derniers mois, qu'à leurs yeux le gouvernement d'Ecevit n'avait pas encore fait des efforts suffisants pour assainir la disastreuse situation économique et financière dont il a hérité.

Dans ces conditions, M. Ecevit peut se féliciter d'avoir obtenu ce nouveau crédit. La raison en est sans doute que le gouvernement fédéral est soucieux

de voir la Turquie conserver son rôle-clé dans la défense du flanc méridional de l'Alliance atlantique.

Relations militaires entre l'URSS et la Turquie

Alors que la déception au sujet des liens avec l'OTAN après l'embargo mis par les USA sur l'envoi d'armes à la Turquie se poursuit, le chef de l'Etat Major Général soviétique, le Maréchal Nikolai Ogarkov visitait la Turquie, en avril, et déclarait que l'URSS était décidée à renforcer ses relations avec la Turquie dans tous les domaines, "y compris dans le domaine militaire".

En accueillant Ogarkov, le premier Ministre Ecevit déclara qu'il attachait une grande importance à sa visite en Union soviétique, visite prévue pour juin, et il ajouta: "Notre nation et notre gouvernement considèrent que la première condition de la sécurité nationale est de vivre en amitié avec les pays de la région, en particulier avec nos voisins et de développer une confiance mutuelle".

Il souligna que des relations de bon voisinage et une coopération avec l'URSS étaient devenues une politique stable que des changements de gouvernement ne pouvaient affecter. En réponse, Ogarkov déclara que l'URSS croyait qu'il y avait de nombreuses possibilités qui pourraient être utilisées pour augmenter et renforcer les relations militaires.

Des observateurs diplomatiques signalèrent que les remarques d'Ogarkov appuyaient la thèse selon laquelle l'Union Soviétique était prête à fournir des armes à la Turquie au cas où celle-ci chercherait des armes ailleurs qu'aux Etats-Unis après le refus de ceux-ci lors du congrès de lever l'embargo d'armes à la Turquie.

Nouvel accord économique entre la Turquie et la Bulgarie

Juste après avoir conclu un accord avec l'URSS, le nouveau gouvernement turc en conclut un autre, cette fois avec la Bulgarie, lors de la visite du Premier Ministre Ecevit dans ce pays voisin.

Dans le communiqué conjoint, une importance spéciale fut accordée aux travaux préparatoires nécessaires à la construction d'un port, d'un barrage sur la rivière Tunca, à la coopération dans la production d'énergie et la réalisation de projets agricoles et industriels communs dans des pays tiers.

D'autre part, le Premier roumain, Ionescu visita la Turquie dans le but d'augmenter la coopération entre la Turquie et la Roumanie dans les domaines économique, culturel et technique.

En plus des relations accrues avec les pays socialistes, la Turquie recevra 100 millions de dollars de crédit de la Libye, selon un accord signé entre les gouvernements des deux pays. (LM-C-M-DG-ET-15/5)

LE PREMIER MAI CELEBRE SANS AUCUN INCIDENT

ISTANBUL (ITA) - "Vive le glorieux 1er Mai", "Vive la lutte Révolutionnaire", "Vive le socialisme", "Vive la DISK", proclama Abdullah Bastürk, président de la Confédération des Syndicats Progressistes (DISK), en célébrant le 1er Mai dans le square où, il y a un an 34 personnes furent assassinées à la suite d'une provocation armée.

"Nous voici à nouveau dans ce square, nous rappelant l'effusion de sang du 1er mai de l'an dernier", ainsi commença-t-il son allocution et il ajouta: "Le 1er mai est le jour au cours duquel la détermination de la classe ouvrière de lutter contre l'exploitation, la contrainte, l'impérialisme, le fascisme et le chauvinisme s'aiguise."

S'adressant à une masse de centaines de milliers de personnes dans le Taksim Square d'Istanbul, Bastürk déclara: "Nous sommes coude à coude avec le peuple palestinien, avec la classe ouvrière chilienne et les travailleurs et avec les peuples qui luttent pour leur indépendance en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie".

Avec les ouvriers affiliés à des syndicats, des membres des partis socialistes, des organisations démocratiques de masse et des organisations de la ./.

jeunesse participèrent aussi à la cérémonie.

Bastürk promit à la foule que la DISK lutterait pour les revendications de tous les ouvriers, pour la suppression des articles fascistes 141 et 142 du Code pénal turc, pour le droit de grève générale, pour l'interdiction du lock-out et pour le retrait de la Turquie d'organisations impérialistes telles que l'OTAN et le CEMTO.

Un maximum de précautions avaient été prises au Taksim Square pour la réunion. Les routes menant au Square avaient été fermées par les forces de sécurité à la circulation. Les participants au ralliement furent fouillés deux à trois fois sur la même route, tandis que cinquante mille volontaires de la DISK encerclaient le square pour empêcher toute interférence extérieure.

Quelques groupes étrangers qui tentèrent d'arriver au lieu de rassemblement furent stoppés par la police et des responsables de la DISK.

Mme Behice Boran, leader du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) et vingt trois députés du Parti républicain du Peuple (CHP) étaient parmi les politiciens présents au rassemblement. (DN-C-DG-ET-3/5)

UN JEUNE GAUCHISTE CONDAINNE A MORT

IZMIR (ITA) - Membre de l'organisation illégale d'extrême gauche, "Armée de Libération turque des Ouvriers et des Paysans" (TIKKO), Orhan Bakir fut condamné à mort par contumace le 28 avril 1978 par la deuxième Cour Criminelle d'Izmir pour avoir participé à diverses attaques de banques et "tentatives de renverser le gouvernement par la force, créant dans ce but une organisation secrète".

Deux accusés dans le même cas, Mustafa Çelik et Hüseyin Aktulun, jugés pour les mêmes charges furent aussi condamnés à mort, mais leur peine fut commuée par la cour en emprisonnement à vie.

Orhan Bakir, qui fut condamné à mort avait été kidnappé l'an dernier par des militants du TIKKO, alors qu'il était transporté de la prison vers un hôpital pour un examen médical. Pendant que le TIKKO l'arrachait aux mains de la justice, un gendarme fut touché et tué. La chasse à l'homme qui s'en suivit ne donna aucun résultat.

On se souviendra que durant la répression militaire du 6 mai 1972, trois leaders de l'Armée de Libération du Peuple de Turquie (THKO), Deniz Gezmiş, Yusuf Arslan et Hüseyin İnan avaient été exécutés sur décision de la Cour pour des charges similaires.

Récemment, des Associations du Barreau et autres institutions de légistes rassemblées à Istanbul publièrent un appel au monde entier pour l'abolition de la peine de mort. (Voir: le BULLETIN d'avril 1970) (C-M-DG-ET-5/5)

MENACE DE DURCISSEMENT DES ARTICLES FASCISTES DU CODE PENAL TURC

ANKARA (ITA) - Quoique le Premier Ministre Ecevit se soit toujours présenté comme le champion libertés et droits fondamentaux, son nouveau gouvernement prépare de nouveaux projets de loi visant à restreindre les libertés et à placer les progressistes sous des règles anti-démocratiques.

Un nouveau projet de loi présenté à l'Assemblée Nationale, s'il est accepté, augmentera d'un tiers les emprisonnements énumérés aux articles 141 et 142 du Code Pénal turc; dans le cas où les infractions sont commises par quelqu'un au sein des Forces armées ou par un militaire, n'importe où.

L'Article 141 du Code Penal Turc dit: "Quoiconque tentera de former ou organiser ou diriger les activités de ou pourvoir de directives pour, sous quelque nom que ce soit, toute société visant à établir l'hégémonie ou la domination d'une classe sur d'autres classes sociales, ou à renverser un quelconque ordre économique ou social fondamental établi dans le pays, sera puni d'une lourde peine de prison, d'un minimum de 8 ans et d'un maximum de 15 ans."

L'Article 142 prévoit une condamnation allant jusqu'à 10 ans pour une propagande orale en faveur des tentatives sus mentionnées, jusqu'à 15 ans pour une propagande écrite.

Ces deux articles ont été empruntés au Code Pénal italien de Mussolini et ont été utilisés dans le but d'annihiler l'opposition de gauche en Turquie.

En cas de guerre ou de mobilisation militaire, ces peines seront doublées.
(C-M-DN-DG-ET-9/5)

DES TRIBUNAUX SPECIAUX SERONT-ILS ETABLIS?

ANKARA (ITA) - Le Ministère de la Justice prépare un nouveau projet visant à établir des cours spéciales pour juger certaines infractions politiques.

Rappelons que, durant la période du gouvernement de Front Nationaliste, un projet visant à ré-établir des tribunaux extraordinaires pour la sécurité de l'Etat ne réussit pas à passer au Parlement grâce à une opposition massive des forces démocratiques.

Le nouveau projet de loi est interprété comme une nouvelle version du projet rejeté.

Si le projet est accepté au Parlement, les accusés d'actes de violence politique seront jugés par ces cours spéciales.

L'Union des Associations du Barreau et d'autres organisations démocratiques critiquent cette tentative et accusent le gouvernement d'Ecevit de "n'avoir tenu aucun compte de ses propres promesses d'élargir les limites de la démocratie en Turquie".
(C-M-DN-DG-ET-6/5)

30 PRISONNIERS DE LA PERIODE DE REPRESSION MILITAIRE TOUJOURS EN PRISON

ISTANBUL (ITA) - Bien que les prisonniers du régime militaire du 12 mars aient été amnistiés en 1974 par la Grande Assemblée Nationale, il en reste néanmoins trente dans différentes prisons de Turquie.

Ces trente avaient tous été condamnés à un emprisonnement à vie pour avoir participé à des actions de résistance armée contre le régime militaire.

Vingt cinq de ces prisonniers se trouvent dans la prison municipale de Nigde, deux à Izmit et trois à Ankara.
(C-DG-ET-7/5)

L'ASSOCIATION DES POLICIERS PROGRESSISTES SERA INTERDITE

ANKARA (ITA) - Le Ministre de l'Intérieur a décidé de préparer un projet de loi visant à interdire les associations de policiers.

En accord avec la Loi sur les Associations, deux associations prétendent représenter les policiers en Turquie. L'Association des Policiers (POL-DER) fut établie la première et elle a eu une attitude progressiste et a protesté souvent contre l'utilisation des cadres de la police pour supprimer les mouvements démocratiques. Durant la période de gouvernement de Front Nationaliste, des partis de droite nommèrent de nombreux militants d'organisations paramilitaires de droite dans les cadres de la police. Récemment, ces éléments d'extrême-droite fondèrent une autre association de police sous le nom de l'Union des Policiers (POL-BIR). Ils ont toujours collaboré avec des groupes terroristes de l'aile droite en vue d'intimider ou de supprimer des progressistes.

Après la formation du Gouvernement d'Ecevit, POL-BIR, dans le but de faire échouer les enquêtes sur les actions criminelles d'organisations de droite ./.

les a toujours prévenues, et ainsi ces organisations ont pu cacher leurs armes et autres preuves avant toute perquisition.

Le nouveau gouvernement, au lieu d'interdire cette organisation réactionnaire, a préféré mettre hors la loi aussi l'organisation progressiste en présentant au Parlement le projet de loi sus-mentionné. (C-DG-ET-7/5)

MALGRE DES PREUVES, L'ORGANISATION DES "LOUPS GRIS" SUBSISTE

ANKARA (ITA) - Les enquêtes au sujet des incidents sanglants de Malatya (Voir: BULLETIN d'avril 1978) montrent que dans le but de provoquer une guerre civile en Turquie le parti néo-fasciste, Parti d'Action Nationaliste (MHP) a créé de nouvelles organisations parallèles aux organisations de commandos paramilitaires des "Loups Gris" et connues officiellement comme "Club des Idealistes".

Les nouvelles organisations terroristes illégales du parti néo-fasciste poursuivent leurs provocations et agressions sous les noms de "Armée de Libération des Turcs asservis" et de "Commandos Turcs de la Poudre". De nombreux membres des "Clubs des Idealistes" participent aussi aux activités des nouvelles organisations.

Ces organisations prétendent qu'elles visent à libérer les peuples d'origine turque en URSS.

Se basant sur ces témoignages, le Procureur de la République de la province d'Ankara fit appel à la Cour Criminelle d'Ankara en vue d'obtenir l'interdiction des "Clubs des Idealistes" des "Loups Gris". Mais la cour rejeta cette requête.

D'autre part, le 25 avril 1978, des foules provoquées par des "Loups Gris" dans le district d'Igdir ont lapidé et pillé des magasins, ont incendié des maisons et fait feu sur les policiers. Les fascistes ont utilisé comme un prétexte l'assassinat d'un étudiant de droite, Ali Arat.

Un jour plus tard un incident sanglant similaire a éclaté dans la province de Kars. Les groupes fascistes ont attaqué avec des fusils et des barres de fer sur les étudiants de gauche.

Voici les derniers assassinats politiques, en n'y incluant celui mentionné plus haut:

- 24 APR: A Manisa, Ömer Şenocak, Président d'une association de paysans de droite tue Cavit Güdücü, membre du Parti Républicain du Peuple (CHP).
A Balıkesir, l'ouvrier Şaban Demirel est abattu pendant un bagarre entre deux groupes d'étudiants.
- 25 APR: A Balıkesir, l'étudiant Kazım Turhan est tué par des personnes non-identifiées.
- 26 APR: A Istanbul, les camelots Dayran Akçay et Baki Ostan sont tués par les "Loups Gris", pendant qu'ils distribuent les tracts pour le 1er Mai.
A Adana, l'employé municipal Fethi Apaydın et le patron de café Talip Sevinç sont abattus par les "Loups Gris" lors qu'ils collent des affiches du 1er Mai.
- 27 APR: A Ankara, l'étudiant du lycée Hanefi Bender est tué en sortant de l'école.
A Iskenderun, l'ouvrier Abbas Lüle est abattu pendant qu'il distribue des tracts du 1er Mai.
A Kilis, les étudiants progressistes Celal Duru et Emin Kutan sont tués par les "Loups Gris".
- 30 APR: A Ankara, Veli Saka est abattu par des personnes non-identifiées lors qu'il passe près d'un dortoir.
- 2 MAI: Le policier Ahmet Yetiş est blessé à Istanbul lors qu'un group terroriste fait feu sur une patrouille et meurt à l'hôpital.
- 3 MAI: Gültekin Gazioğlu, Président de l'Union des Enseignants (TÖB-DEK) est battu et blessé grièvement par des personnes non-identifiées à Istanbul.
- 4 MAI: A Adana, les "Loups Gris" poignent à mort l'étudiant Tekin Ersoz
Dans la prison de Sınop, le prisonnier politique Abdullah Kodunbaş meurt d'une maladie qu'il a pris à cause d'être obligé de travailler dans une fosse. ./.

- 5 MAI: A Konya, l'étudiant Mehmet Taşdemir, membre de la section jeunesse du Parti Républicain du Peuple (CHP) est tué par une personne de droite.
- 7 MAI: A Ankara, pendant un conflit armé entre deux groupes d'étudiants, le petit Osman Toman de 4 ans se trouvant dans un balcon tout près de l'endroit est abattu.
- 8 MAI: A Nizip, l'ouvrier Abdurrahman Alagöz est tué.
A Elazığ, l'étudiant Seyfettin Erkiş est tué par des personnes non-identifiées.
A Mersin, le policier Alaattin Kandemir est tué dans le palais de Justice lors qu'il essayait d'arrêter un conflit armé entre deux groupes rivaux.
Pendant une mutinerie dans la prison d'Akhisar, deux prisonniers, Mehmet Barut et Halis Köse, sont tués par d'autres prisonniers.
- 9 MAI: A Istanbul, pendant un raid sanglant sur l'Académie d'Architecture et de Génie, les "Loups Gris" abattent trois étudiants, Renan Eriş, Hasan Okut et Müjdat Çelikyay.
- 10 MAI: A Istanbul, Gani Dozarslan, éditeur de la maison d'édition Bora, est retrouvé noyé dans la Mer, apparemment assassiné par ses adversaires politiques.
A Denizli, Yusuf Çelik, membre de la Section Jeunesse du Parti Républicain du Peuple (CHP), est abattu.
- 11 MAI: Dans le district Kadirli, province d'Ağana, Orhan Üztorun, membre du CHP est tué par balles.
- 12 MAI: Dans la prison de Kayseri, pendant une mutinerie, le prisonnier Hayri Akbay est tué.
A Alanya, Hayri Kürüş est tué à cause d'une explosion.
- 13 MAI: A Elazığ, pendant un raid sur un café, le chauffeur Alaattin Akay et une autre personne non-identifiée sont abattus.
A Gaziantep, l'ouvrier Arif Küçük est abattu en rentrant chez lui.
- 14 MAI: A Kars, Coşkun Erdağ, éditeur du quotidien Yeni Doğu Birlik, est tué par balles par ses adversaires politiques.
- 15 MAI: A Izmir, le technicien Semih Erke est abattu pour des raisons politiques.
- 17 MAI: A Istanbul, l'étudiant Erdal Muhoglu est tué par des personnes non-identifiées.
A Balıkesir, l'étudiant Dilaver Engin est tué par balles pendant un conflit armé.
A Ankara, l'étudiant du lycée Sedat Yalnızcan est tué par balles.
- 20 MAI: A Istanbul, la locale de Beşiktaş du Parti d'Action Nationaliste (MHP) est soumise à un raid et Ahmet Yücelkaya, membre du parti, est tué.
A Ankara, Mehmet Kocaoglu est abattu pendant une bagarre entre deux groupes d'étudiants rivaux.

Ainsi, le nombre global de victimes des assassinats politiques qui se sont produits après la formation du gouvernement d'Eccevit est de 187 personnes.
(C-M-DN-DG-22/5)

LE PARTI NEO-FASCISTE A DECLENCHE UNE CAMPAGNE MENACANTE EN EUROPE

BRUXELLES (ITA) - Après avoir multiplié les provocations à une guerre civile en Turquie, le Parti d'Action Nationaliste (MHP) a récemment lancé une vaste campagne parmi les travailleurs turcs à l'étranger. Alors que l'ex-colonel Alparslan Türkeş, leader de ce parti néo-fasciste, visitait la République fédérale allem. et entraînait en contact avec les supporters de ce parti, en Belgique une organisation terroriste pro-MHP était créée par quelques "Loups Gris", membres ou sympathisants des unités de commandos para-militaires de ce parti.

Durant sa visite en RFA, l'ex-colonel Türkeş rencontra aussi Josef Strauss, leader du CSU allemand, à Munich. Cette visite créa une réaction violente en Allemagne et la protestation des organisations progressistes turques et celle du JUSO (Organisation des Jeunes Socialistes d'Allemagne). ./.

A Bruxelles, les partisans fascistes du MHP ont établi leur organisation rue Verte 30 - 1030 Bruxelles, sous l'appellation de "Association Culturelle Turque: Club des Idéalistes". Immédiatement après la fondation de leur organisation terroriste, ses membres commencèrent à attaquer des ouvriers et des étudiants turcs qui ne partageaient pas leur "idéal".

D'après les communiqués de presse de trois organisations progressistes turques, les membres de ce "club" ont commis les agressions suivantes:

Le 20 avril 1978, alors que deux travailleurs progressistes étaient dans le café Emirdag à la Chaussée de Haecht, les membres du "Club des Idéalistes" tentèrent de les provoquer ou les insultant.

Le 22 avril, des fascistes armés de barres de fer et de hachettes attaquèrent un groupe qui distribuait des tracts pour la manifestation du 1er Mai et blessèrent un des distributeurs.

Le 25 avril, alors qu'une dizaine de progressistes se trouvaient dans le café Emirdag, ils furent encerclés par des agresseurs fascistes armés de révolvers, de poignards et de barres de fer. Quand le propriétaire fit appel à la police, ils cachèrent leurs armes et la police ne put trouver aucun de leurs moyens d'agression.

Des organisations progressistes turques à Bruxelles ont demandé aux autorités belges d'interdire ce centre fasciste et d'expulser de Belgique les responsables. (DG-ET-9/5)

LA JEUNESSE SOCIALISTE DE TURQUIE FONDE L'ASSOCIATION DES JEUNES AVANT-GARDES

ANKARA (ITA) - Voyant la nécessité d'avoir une organisation efficace de jeunes capable de lutter contre l'influence fasciste sur la jeunesse, de jeunes socialistes de Turquie ont fondé l'ASSOCIATION DES JEUNES AVANT-GARDES OUVRIERS, PAYSANS ET ETUDIANTS (GENÇ-ÖNCÜ).

Les membres fondateurs des JEUNES AVANT-GARDES ont publié le 19 mars la déclaration suivante:

"C'est à un moment où se multiplient les agressions d'assassinats collectifs et où s'intensifient les menaces de restriction de libertés et droits démocratiques et où tout est fait afin de préparer le terrain pour la proclamation de l'état de siège que nous, venant de toutes les régions de la Turquie, avons fondé l'ASSOCIATION DES JEUNES AVANT-GARDES OUVRIERS, PAYSANS ET ETUDIANTS.

"Le GENÇ-ÖNCÜ se définit ainsi dans ses statuts:

"L'association des jeunes avant-gardes est l'organisation de masse de notre jeunesse ayant pour objectif d'unir la jeunesse dans les rangs de la lutte de masses ouvriers et laborieuses pour la libération de l'exploitation, de l'éduquer dans cette voie, dans la vision du monde de socialisme scientifique, de défendre et de développer ses droits académiques et démocratiques, de renforcer ses activités sociales, culturelles, artistiques et sportives, et enfin d'assurer sa solidarité internationale avec les mouvements mondiaux de la jeunesse qui oeuvre dans la même voie.

"Le capitalisme n'a rien à offrir à la jeunesse. Le capitalisme c'est la faim, la misère, le chômage, et la mort pour la jeunesse. Pour cette raison, la jeunesse est tenue de choisir son camp dans sa lutte organisée. L'intérêt et la place de la jeunesse sont aux côtés de la classe ouvrière et de son avant-garde.

"Partant de ces points de vue fondamentaux, GENÇ-ÖNCÜ oeuvrera sans cesse pour éduquer la jeunesse dans la vision du monde du socialisme scientifique et pour la faire participer à la triple lutte pour l'indépendance, la démocratie, le socialisme.

"GENÇ-ÖNCÜ suivra fermement la classe ouvrière et son parti politique et sera leur meilleur défenseur."

Correspondance: S. Baysan (Genç-Öncü) - Hoşdere Caddesi, No.9/13,
Yukarı Ayranca - Ankara - TURQUIE. (GÖ-DG-ET-2/5)